

# Le quatre pages

N°10 | septembre 2013

plan urbanisme construction architecture **PUCA**

## Les transmigrants extra-européens et l'économie mondiale du « poor to poor »

La façon dont les territoires urbains sont affectés, en France et en Europe, par les migrations est le plus souvent appréhendée à travers des représentations schématiques. Il y aurait d'un côté les « immigrés » dont le destin serait de s'intégrer au tissu urbain *via* l'habitat et l'emploi et à « s'invisibiliser » à la manière des vagues migratoires qui les ont précédés. Il y aurait d'un autre côté les nomades, Roms et gens du voyage, dont on préjuge tantôt la vocation à se sédentariser, tantôt le caractère choisi et « culturel » d'une itinérance qui peut en réalité être subie. Difficile de dépasser l'opposition entre mobilité et ancrage, entre identité et localité, ou, *a contrario*, de ne pas associer insertion et sédentarité et ce à l'heure même où les marchandises circulent d'un bout à l'autre de la planète. Nous nous intéressons ici aux migrants-nomades, inscrits dans la mondialisation économique et absents du tableau.

Une sociologie attentive à la matérialité des flux économiques et à leurs agents permet en effet de remettre en cause cette vision des choses. Elle permet de décrire des mouvements qui témoignent de la mondialisation d'une économie qui n'est pas seulement celle de la compétitivité high tech et de l'économie de la connaissance mais celle de « l'entre-pauvres », du *poor to poor*, dont les acteurs principaux sont des transmigrants, autrement dit des migrants transnationaux en perpétuelle circulation entre les espaces de l'acquisition, ceux de la commercialisation et des services associés.

Cette mobilité ne signe pas un arrachement définitif au sol ni un abandon des identités. Elle produit, aux nœuds des « territoires circulatoires » qu'elle forme, de nouvelles interactions avec les populations « installées », en particulier celles issues de migrations « classiques ». Loin d'entraîner la dissolution des identifications culturelles ou ethniques, d'appartenance ou de stigmatisation, cette mobilité les recombine. Car cette économie fonctionne essentiellement sur des liens forts, ceux qui mêlent interconnaissance, parenté, origine et religion, et non sur l'interchangeabilité des agents à laquelle l'économie marchande contemporaine nous a habitués.

### [La démarche]

Les éléments présentés ici sont le résultat d'une recherche spécifique mais sont plus largement le produit d'enquêtes et d'observations menées ces vingt-cinq dernières années par le sociologue Alain Tarrus, professeur émérite à l'Université Toulouse le Mirail et par les chercheurs avec lesquels il s'est associé, en particulier Lamia Missaoui, maître de conférences à l'université Saint-Quentin-en-Yvelines et plus récemment Fatima Qacha, docteure en sociologie à l'Université Toulouse le Mirail.

Leurs travaux portent sur les déploiements transnationaux de migrants, sur les recompositions de quartiers de villes que ces installations provisoires de migrants produisent, sur l'évolution des liens conjugaux et familiaux, sur le rapport à l'école et aux techniques de communications, sur la santé, et plus généralement sur les liens sociaux originaux qu'ils nécessitent ou provoquent.

**Leur dernière recherche**, soutenue par le Puca, a porté sur la rencontre, en France, de générations de migrants « historiques » sédentarisés avec des « transmigrants », et sur les influences réciproques que l'économie de « l'entre-pauvres » induit.

Observant des pratiques à la limite du licite et de l'illicite, rendant compte d'activités économiques qui pour certaines contreviennent à la loi, la démarche des chercheurs demande ici patience et durée. Elle exige une confiance réciproque entre le chercheur et ses interlocuteurs. Les faits et les ordres de grandeur rapportés proviennent d'observations *in situ* répétées, de témoignages et d'estimations qui, à force de recoupements, acquièrent une certaine crédibilité si ce n'est une relative robustesse. Si ces éléments produisent un effet de dévoilement - parfois assez cru - des réalités mal connues (y compris des spécialistes de l'urbain), c'est moins pour « révéler » que pour s'efforcer d'offrir un cadre d'analyse différent - et plus pertinent - de la réalité des territoires des migrations contemporaines. En d'autres termes, il nous semble intéressant de se pencher sur les effets territoriaux de ces formes de transmigration économique.

### ► Les transmigrants en France : généalogie d'une connaissance

En 1985, une enquête menée dans le quartier historique dégradé du centre de Marseille, Belsunce, permettait d'identifier 350 boutiques, tenues essentiellement par des algériens. Loin d'être quantité économique négligeable, celles-ci drainaient annuellement environ 700 000 clients, avec un chiffre d'affaires estimé alors à deux milliards de francs. Sous cet angle, le quartier Belsunce constituait la plus grande surface commerciale euro-méditerranéenne, générant également emplois et activités secondaires liés à cette forme « d'import-export localisé » : pour les ventes mais aussi l'accompagnement et la livraison. Environ 6.000 personnes, Maghrébins, surtout Algériens à l'époque, participaient à ce secteur.

D'autres « comptoirs commerciaux » de ce type apparurent peu après à Lyon, Strasbourg, Bruxelles... Alors même que les manifestes et marches des jeunes générations issues de l'immigration, les « beurs » disait-on, inspiraient aux responsables politiques nationaux l'idée d'une « disparition des pères », ces dispositifs, marqueurs d'initiatives migratoires impensables pour bon nombre de responsables politiques et de chercheurs, se développaient dans une sorte « d'invisibilité-clandestinité ».

### ► De l'immigration à la circulation

À partir de 1991, les algériens installés à Marseille passèrent la main aux Marocains, en pleine expansion migratoire. Dès lors, le rôle de centralité commerciale de Belsunce disparut : les Marocains intensifièrent les échanges commerciaux en effectuant des tournées internationales de chez eux à chez eux, au Maroc...en passant par l'Espagne, l'Italie, la France, et, en association avec des Turcs, par la Belgique et l'Allemagne. Contrairement aux Algériens qui se sont sédentarisés à Marseille, les Marocains devinrent donc des « transmigrants », c'est-à-dire des migrants en circulation, également impliqués dans l'achat et la revente de marchandises. Ces nouveaux migrants, surtout recrutés parmi les immigrants des années 70-80, conservèrent bien sûr les droits, dont ceux de circulation, acquis dans chaque nation, et souvent les appartements loués à l'époque de leur mobilisation pour le travail sédentaire.

Associés à des Turcs présents en Europe du Nord, à des Polonais, et à d'autres populations issues des ex-

républiques socialistes, à des Italiens du Sud et des Albanais, ces micro-agents économiques délimitent de vastes couloirs de chalandise : pourtour du Bassin Ouest-méditerranéen, Adriatique incluse, Canal rhodanien, jusqu'en Allemagne et Belgique, des « territoires circulatoires » où étapes et parcours permettent des échanges commerciaux multiples et particulièrement cosmopolites. Il s'agit de *topiques*, débordant les notions de parcours et de réseaux, faites de temporalités sociales propres à la rencontre, l'interaction, la négociation, qui contestent le « va-de-soi » identitaire de la primauté des sédentaires sur les nomades. Chez les transmigrants, la revendication ethnique de l'origine est rapidement défaits par les métissages et les cosmopolitismes qui caractérisent ces *territoires circulatoires* : pour eux, c'est la connaissance des parcours et des transactions qu'ils permettent qui fait proximité, identité et distinction. Ces transmigrants liés au commerce se comptent, en 1995, autour de 120 000 pour les Marocains, 90 000 pour les Turcs, 80 000 pour les populations originaires des Balkans, etc.

À partir de 2001, des Afghans, principalement des Baloutches, avec des Iraniens et des Kurdes, rejoignent la vaste mobilisation de la force de travail mobile : environ 60.000 migrants Irano-Afghans, en longues tournées européennes, passent annuellement par les ports turcs et géorgiens de la Mer Noire. Là, ils se chargent de produits électroniques du Sud-Est asiatique transitant par Dubaï et Koweït City. Totalement détaxés, ces produits sont passés par les transmigrants en Bulgarie, c'est-à-dire dans la Communauté Européenne, à 40% de leur prix de vente européen. Environ six milliards de dollars (prix grande distribution) de marchandises franchiraient ainsi cette frontière.

### ► Mondialisation, crise et criminalité

Se développe alors le « *poor to poor* », « *l'entre pauvres* », cette économie marchande mondiale permettant de capter le vaste marché des pauvres, (contournement des règles de l'OMC, par les transmigrants, et, donc, détaxe et dé-contingentement des produits devenus ainsi, en entrée de gamme, accessibles au plus grand nombre). C'est ainsi qu'un appareil photo numérique d'entrée de gamme de bonne qualité vendu 70 euros dans la grande distribution « officielle » est proposé à 30 euros par des transmigrants, attirant des millions de nouveaux consommateurs. Cette économie marchande

s'adresse ainsi potentiellement à une clientèle beaucoup plus large que celles de seuls transmigrants et immigrés installés.

Les régulations des échanges bancaires liées à la crise interdisent depuis 2008 à ces migrants de bénéficier de lignes internationales de crédit que des banques émiraties leur consentaient auparavant. On observe alors une transition de cette économie illicite vers une économie clairement criminelle. Des milieux criminels turco-italiens et russo-géorgiens suppléent l'absence de crédits par le système bancaire en offrant des sommes équivalentes d'argent à blanchir. En contrepartie, par exemple, ces réseaux criminels exigent des Afghans qu'ils cultivent, pendant leurs migrations, le pavot à opium illégalement implanté en Turquie et en Géorgie. Les transmigrants font alors coïncider leurs tournées commerciales avec les phases culturelles du pavot<sup>1</sup>. L'argent du blanchiment admet une perte de 30% et permet d'abaisser encore davantage les prix des marchandises : « *moins-value positive* » disent ironiquement les Afghans...

En somme des dizaines de milliers de transmigrants se trouvent incités à participer aux activités de milieux criminels et y associent de fait des grandes firmes de l'électronique asiatique. Ces nouvelles accointances, étendues aux populations balkaniques, fournissent une main d'œuvre afghane et albanaise aux entreprises sud italiennes pratiquant le blanchiment du même argent sale... et maintiennent ainsi, pour les pauvres, l'accessibilité économique des produits passés par Dubaï ou Koweït City, au fur et à mesure de l'avancée des transmigrants vers l'Europe de l'Ouest. Le passage de la « frontière » de la Mer Adriatique est en effet l'occasion d'importantes plus-values pour l'héroïne moyen-orientale.

Ce phénomène est concomitant au regain des migrations féminines contraintes à la prostitution à partir des Balkans, du Caucase et du pourtour est-méditerranéen vers les « clubs » du Levant espagnol, via Bari, Brindisi, Tarente... où leur activité croise celle du trafic de drogues (le quart de gramme de cocaïne faisant office de titre de paiement). Environ cinq mille d'entre elles, après un séjour espagnol de trois ans, se rendent en Allemagne ou dans les Pays-Bas, traversant la France en un ou deux semestres, passés à travailler le long des routes et des aires d'autoroute, de Montpellier en Avignon, à Lyon puis Strasbourg.

### ► **Confiance, parole et reconfigurations communautaires**

D'autres professions, tels que des médecins « égyptiens », en réalité souvent Syriens ou Turcs acceptant d'effectuer des diagnostics sans dénudation se joignent à ces transmigrants, dans des logements loués par des tiers, immigrés passés à la transmigration. Lors d'étapes dans des enclaves urbaines, les diverses composantes de ces transmigrations cohabitent, à l'exception des travailleuses du sexe. Une pièce de ces appartements est toujours consacrée aux ordinateurs et à Skype, pour passer des accords de parole entre commerçants, *de par le monde*, pour chercher des médicaments génériques, pour organiser à *proximité* les rencontres entre jeunes femmes en transmigration et leurs clients...

On observe également que des jeunes des cités sont employés par ces commerçants cosmopolites du « poor to poor », par les femmes et les médecins en transit. Ils choisissent ainsi parfois des « carrières » de transmigrants européens. Se reconnaissant peu dans l'histoire de la nation qui a accueilli leurs pères, ces jeunes découvrent une proximité nouvelle avec les transmigrants et une disponibilité pour leur hospitalité de réseaux transeuropéens : cela d'autant plus facilement qu'ils ont déjà des liens de parentèle avec d'autres immigrants résidant en Espagne, en Italie, en Belgique et en Allemagne, et qu'ils bénéficient, au contraire des transmigrants non européens, des accords de libre circulation de Schengen.

On pourra s'effrayer du tableau ainsi dressé. On pourra y déceler aussi un formidable potentiel et surtout en tirer une vision renouvelée de l'espace européen des migrations.

### ► **É-, im - et trans... invitent à repenser le fait migratoire en Europe**

Cette forme migratoire s'impose à côté des classiques é-migrations et im-migrations, dialectique binaire source de tant de violences dans le confinement des tensions politiques nationales, et suggère des analyses ternaires - é- im - trans-, qui défont les montages institutionnels nationaux usuels concernant l'étranger ; le *trans-* déborde toujours des frontières de chaque nation. Au total près de six cent mille transmigrants appuyés sur plus de vingt millions de diasporiques sédentaires vivent aux

lisières de l'intégration et au cœur de l'Europe. Ces nouveaux déploiements migratoires redessinent la carte des circulations des migrants en France en spécialisant des couloirs territoriaux et en suggérant de nouvelles centralités<sup>2</sup>, dans les villes-étapes. Les transmigrants contribuent au décloisonnement entre quartiers enclavés, immeubles HLM et vieux quartiers des centres villes par exemple, regroupant en vastes unités urbaines des quartiers jusqu'alors séparés, atomisés. Sur le fil du rasoir entre illégalité et légalité, entre informalité et organisation, cette intégration économique à la fois locale et globale redéfinit le cosmopolitisme européen<sup>3</sup> et interroge les cloisonnements de la civilité et de la citoyenneté qui l'encadrent. Les frontières ont en effet changé de formes et de nature, souligne Alain Tarrus :

- *frontières internationales continentales* en Bulgarie, Espagne et Italie, vastes passages de centaines de kilomètres qui essaient de contenir des dizaines de nations, pour « protéger » d'autres dizaines de nations, fin des fonctions de passage des métropoles maritimes, Istanbul, Naples, Marseille...
- *frontières nationales* de Schengen qui sont démantelées sans que le projet d'intégration de nombreuses populations immigrées soit réalisé localement, fin du rêve du « métissage » européen et unification des diasporas nationales en nouveaux peuples européens sans nations ;
- *frontières des territoires circulatoires* des transmigrants qui tracent des contours attractifs pour ceux

qui ne se reconnaissent pas dans l'histoire nationale d'où qu'elle vienne et sont connectées aux frontières des enclaves urbaines de moins en moins atomisées, de plus en plus évidentes. Les *nouveaux étrangers*, invités à circuler par les réseaux de transmigrants, en contrepartie de l'accueil qu'ils leur ont prodigué, *sortent par le bas* (mais est-ce vraiment par le bas ?) des quartiers de relégation auxquels on les a assignés.

A minima, ces évolutions invitent à poursuivre les recherches pour mieux comprendre les impacts économiques, sociaux et relationnels sur les territoires d'accueil des transmigrants dans les villes-étapes.

1. Durant trois phases de quinze jours, espacées d'environ quatre mois (semis, éclaircissage, saignée des bulbes) répétées avec un mois de décalage selon l'exposition, les transmigrants Baloutches travaillent comme ouvriers agricoles du *pavot somniferum*. Leur rémunération est alors d'environ 50 € par phase : cette activité leur permet de bénéficier des « prêts pour blanchiment » qui permettront la réalisation de leurs tournées commerciales.

2. Il est évoqué des « territoires circulatoires » circum méditerranéens et rhodaniens : les lieux d'étapes ne sont plus les grandes villes mais des « associations » de quartiers de villes moyennes ; par exemple dans le sud de la France, ce n'est pas Marseille qui est choisi comme étape, mais Avignon (vieux quartier centre-urbain) Nîmes (quartier d'habitat « social » excentré) et Arles (mixte d'habitat ancien et de HLM).

3. Ulrich Beck, *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, Paris, Éditions Aubier, 2006



Ce « quatre pages » est une publication destinée à faire connaître les principaux résultats ou enseignements de travaux de recherche, essentiellement ceux réalisés dans le cadre de programmes incitatifs initiés, financés et pilotés par le Puca, organe dédié à la recherche et à l'expérimentation rattaché à la Direction générale de l'aménagement du logement et de la nature. Les données et les analyses présentées, sauf mention contraire, proviennent des rapports rédigés par les chercheurs. La sélection de ces éléments et leur mise en perspective n'engagent en revanche que le Puca.

## [Pour en savoir plus]

Boubeker, A., in Bancel, N. et alii. 2010 *Ruptures post-coloniales*, Paris : La Découverte.

Tarrus, A. 1992. *Les fourmis d'Europe*, Paris : L'Harmattan

Tarrus, A., Bernet, O. 2010, *Migrants internationaux et nouveaux réseaux criminels*, Perpignan-Barcelone : Le Trabucaire.

Tarrus, A, Missaoui, L., Qacha, F. 2013, *Transmigrants et nouveaux étrangers*, Presses universitaires du Mirail.

Alain Tarrus, Lamia Missaoui

**Transmigrants en France : territoires de circulation, ressources économiques, stratégie résidentielle et sociabilité urbaine** : Rapport de Recherche

### Directeur de la publication

Emmanuel Raoul, Secrétaire permanent du Puca

### Coordination

Bertrand Vallet

### Rédaction

François Ménard

### Maquette, mise en page

Christophe Perrocheau

### Chargé de l'action au Puca

François Ménard

Plan urbanisme construction architecture

Tour Pascal B

92055 La Défense cedex

Tel. : 01 40 81 24 72

<http://www.urbanisme-puca.gouv.fr>

ISSN : 2427-8912

